

pératrice du Mexique n'étaient pas encore arrivés dans leurs états. L'on fait de grands préparatifs pour les recevoir et il règne un enthousiasme extraordinaire sur toute la route entre la capitale et Vera-Cruz, où ils doivent débarquer. A Cholula, où l'on suppose que Leurs Majestés s'arrêteront pour déjeuner, l'on construit 700 arcs de verdure.

Une révolte a éclaté à Haïti, mais elle a été immédiatement comprimée par le président Geffrard qui gouverne ce pays avec la plus grande habileté et la plus grande fermeté, depuis la déchéance de Soulouque.

En Angleterre, M. Gladstone, le chancelier de l'Échiquier, a prononcé un discours qui a produit une grande sensation. Il s'agissait de discuter un projet de loi ayant pour but de diminuer le cens électoral. M. Gladstone, en approuvant ce projet, a émis des idées qui ne tendent à rien moins qu'à admettre le suffrage universel. On conçoit facilement que les conservateurs se sont émus en entendant un ministre d'état exprimer des opinions si contraires à leurs principes. L'on sait que Lord Palmerston ne partage pas les vues de M. Gladstone sur ce sujet et l'on s'attend à un remaniement du cabinet avant la fin de la session.

La conférence dano-allemande continue ses séances, mais l'on ne pense pas qu'elle puisse régler les difficultés qui lui ont été soumises. Il y a divergence d'opinion non-seulement entre les parties belligérantes, mais encore entre l'Autriche et la Prusse et les puissances neutres. Les ministres de l'Autriche et de la Prusse ne veulent pas entendre parler du Traité de Londres et exigent la séparation des duchés du Danemark. Les représentants de ce dernier tiennent, au contraire, à l'acceptation du Traité comme base de la discussion. Quant aux puissances neutres les unes sont avec le Danemark, tandis que les autres proposent de nouveaux plans. Ainsi, cette conférence est comme une Tour de Babel, où chacun parle une langue différente. Finiront-ils par se comprendre? Celui qui trouvera la solution de l'affaire voudra bien nous la communiquer; nous en ferons part à nos lecteurs avec le plus grand plaisir.

L'on a reçu, paraît-il, à Londres, le 20 de mai, des nouvelles alarmantes sur la situation des Indes. C'est ainsi du moins qu'un journal français (*Le Pays*) explique la baisse assez forte qui vient de se produire sur les consolidés.

L'Angleterre va se trouver en conflit avec la Perse à propos de la souveraineté de l'île Bahraïn, dans le golfe Persique. Le journal *La France* donne les renseignements suivants sur cette nouvelle difficulté :

“ Il existe sur la côte du golfe Persique un groupe d'îles renommées pour la pêche des perles. Les Anglais se sont emparés, il y a

quelques années des plus importantes de ces îles et notamment de celles de Tarout, d'Arad et de Samahé; mais ils avaient respecté l'île de Bahraïn ou de Manaïna, habitée par le chef arabe qui gouvernait l'Archipel entier.

“ Ce chef est mort récemment, et comme, de son vivant, il avait vendu aux Anglais, pour en jouir, après sa mort, ce qui lui restait de ses anciennes possessions, et notamment l'île de Bahraïn, le gouvernement britannique s'en est immédiatement emparé.

“ En apprenant ces faits, la cour de Téhéran a énergiquement protesté, déclarant que par un traité conclu avec Feth-Ali-Shah, en 1795, le souverain des îles Bahraïn, agissant pour lui et ses successeurs, s'était placé sous le protectorat de la Perse, à laquelle il avait cédé ses Etats en cas d'extinction de sa dynastie.

“ Malgré cette protestation l'Angleterre a continué d'occuper Bahraïn, qui a un grand intérêt pour ses possessions de l'Inde et qui va devenir un point fortifié plus important encore que Périm, dans la Mer-Rouge.”

Nous voyons par le *Moniteur* du 17 mai, que les insurgés, en Algérie, ont été cernés et que leur retraite vers le désert a été coupée. On s'attend à une prompt suppression de la révolte.

Le vapeur transatlantique, le *Virginia*, nous a apporté la nouvelle de la mort du maréchal Pélissier, Duc de Malakoff, gouverneur général de l'Algérie. Le maréchal Pélissier (Amable Jean Jacques) est né le 6 novembre 1794, à Maronne, près de Rouen. Il reçut son instruction militaire à l'école de St. Cyr. Il commença sa carrière en 1815, comme sous-lieutenant d'artillerie et gagna tous ses grades, ses décorations et ses titres sur les champs de bataille. Tout le monde sait qu'il fut nommé Duc de Malakoff, avec une pension annuelle de 100,000 francs, pour les services qu'il a rendus en Crimée.

Les insurgés, à Tunis, viennent de choisir pour leur chef, un nommé Mondouh, shériff de Kef, généralement connu sous le nom de Bey de la Montagne. On croit que ce dernier l'emportera sur le Bey de Tunis; car les forces dont il dispose sont comparativement beaucoup plus grandes que celles qui sont à la disposition du Bey régnant. Mondouh a sous ses ordres 14 à 15,000 hommes, et la capitale n'est défendue que par 7 à 800 soldats. Ce chef vient d'envoyer au Bey de Tunis un ultimatum dans lequel il exige la destitution du Kaznadar, l'abolition de tout impôt non reconnu par le Koran, la consolidation de la dette publique et quelques autres concessions moins importantes. Le consul français a conseillé au Bey de faire quelques concessions et notamment de renvoyer son ministre; mais le consul anglais le pousse à la